

AU SON DES CANONS

## **La complexe quête asiatique de la Russie**

Isabelle Facon \*

**A la recherche, depuis plusieurs années, d'un plus grand équilibre dans son extrême Orient, la Russie pourrait amplifier ses relations économiques et politiques avec l'Asie, compte tenu de la crise de l'Ukraine. Elle entend néanmoins garder certaines distances avec la Chine.**

En 2014, la Russie a abondamment mis en avant ses coopérations avec le monde asiatique. Il s'agit pour elle de contredire le discours des puissances occidentales, qui insistent sur l'isolement international auquel ses agissements en Ukraine la condamneraient, et de rassurer l'opinion publique russe sur les «recours» qui s'offrent au pays face aux sanctions de l'Union européenne (UE) et des Etats-Unis.

Mais qu'en est-il réellement de la place de la Russie en Asie, région traditionnellement secondaire par rapport à l'Occident dans ses priorités diplomatiques ? La crise ukrainienne peut-elle accélérer un réaménagement de ses relations politiques et économiques extérieures au profit du monde asiatique ? La réponse à ces questions est d'autant plus importante que l'atmosphère des rapports entre Moscou et les capitales occidentales n'a jamais été aussi délétère, créant un climat susceptible de produire des ruptures stratégiques.

Si le Kremlin se plaît à souligner, ces derniers mois, que Pékin ou Delhi se montrent compréhensifs sur sa politique en Ukraine et que l'Asie devient un axe majeur de sa politique étrangère, il ne fait en réalité que poursuivre un rééquilibrage de sa diplomatie et de ses relations économiques extérieures engagé il y a plusieurs années. A partir du milieu des années 2000, en effet, la Russie a travaillé à renforcer son poids dans la «grande Asie» : développement des relations bilatérales avec les pays de la zone ; participation plus active dans différentes institutions multilatérales régionales telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (Anase, Asean en anglais), l'Association économique Asie-Pacifique (APEC) ou l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ; efforts en vue d'étendre son réseau diplomatique régional ; soutien à la recherche académique sur l'Asie... Accueillir, en 2012, le sommet de l'APEC à Vladivostok - ce qui nécessita de lourds investissements - revenait pour Moscou à incarner et couronner ce tournant.

L'investissement annoncé pour la modernisation du Transsibérien et de la ligne de chemin de fer Baïkal-Amour (près de 6,5 milliards d'euros sur 2013- 2017 [1]) se veut un signal fort de sa volonté de se connecter plus profondément à l'Asie et de se poser en pivot commercial entre celle-ci et l'Europe. Il faut aussi noter l'accélération, ces dernières années, des projets énergétiques - oléoduc Sibérie orientale-océan Pacifique, coopérations avec le Japon, accord sino-russe de 2013 sur le doublement des livraisons de pétrole par Rosneft à la Chine, possible gazoduc russo-sud-coréen... (voir cartes pages 86-87).

Le gouvernement entend, d'ici à 2020, réaliser la moitié de son commerce extérieur avec la région Asie-Pacifique (contre un peu moins d'un quart aujourd'hui), davantage au-delà. Si la Russie est relativement peu présente dans le jeu économique régional, une évolution est

perceptible. La Chine est devenue en 2010 son premier partenaire commercial, devant l'Allemagne. La période 2005-2010 a vu un doublement du commerce de la Russie avec le Japon, un triplement avec la Corée du Sud (2). Les industries de défense et spatiale diversifient leurs partenariats en Asie, travaillant avec le Vietnam, la Corée du Sud, l'Indonésie, la Malaisie...

Dans cette démarche, Moscou prend en compte, comme beaucoup d'autres Etats avant elle, le déplacement des équilibres économiques et stratégiques internationaux vers l'Asie. La Russie, qui entend être considérée comme une puissance d'envergure mondiale, estime qu'elle ne peut plus faire l'économie d'une présence plus marquée dans cette région, où elle est largement perçue comme atone. Vus de Moscou, la montée en puissance de la Chine et le «pivot» des Etats-Unis vers le Pacifique risquent de précipiter, faute de réaction, sa marginalisation relative dans une zone de plus en plus importante dans la vie internationale.

Ces ambitions asiatiques comptent aussi au nombre des facteurs qui ont amené la Russie à accélérer la mise en place d'une stratégie de «relance» de ses propres territoires asiatiques. En effet, ses régions extrême-orientales se dépeuplent et se désindustrialisent sans discontinuer depuis l'éclatement de l'URSS, ce que le Kremlin ressent comme une sérieuse vulnérabilité. Un ministère pour le développement de l'extrême Orient a été formé en 2012. Le gouvernement russe présente la construction (en cours) d'une nouvelle base spatiale de lancement à Vostotchny (dans la région de l'Amour) comme un facteur de croissance pour tout l'Orient russe.

A cet égard, l'approche de l'Etat est double, et en apparence paradoxale. Il souhaite encourager la participation des gouvernements et entrepreneurs asiatiques à la redynamisation de l'extrême Orient russe - investissements, transferts de technologies, main-d'oeuvre... Mais il ressent également le besoin d'accompagner davantage un mouvement qui voit les acteurs économiques et politiques locaux se tourner de plus en plus, et de manière de plus en plus autonome, vers des partenaires en Asie. Ils y sont d'ailleurs poussés par les échecs récurrents des stratégies de développement régional successives du pouvoir central russe. Cette évolution est associée, aux yeux du Kremlin, à des risques de perte de contrôle à terme, voire à un défi à la souveraineté pour ce qui concerne l'implantation progressive des intérêts chinois dans «l'Asie russe».

Alors que la Russie se sent potentiellement vulnérable sur son flanc oriental, que les Etats-Unis entendent renforcer leur présence militaire en Asie, que la puissance militaire chinoise (et, dans une autre mesure, japonaise) s'affirme, que le régime nord-coréen se montre inflexible sur son projet nucléaire, il n'est guère étonnant qu'elle s'attache à relancer son potentiel militaire régional. Elle perçoit en outre cela comme un moyen d'«occuper le terrain asiatique» plus rapidement que ne peut le permettre le développement de ses positions économiques et diplomatiques régionales, qui s'opère assez lentement. Aussi voit-on le Kremlin tenter de corriger la position, jusqu'ici assez défavorable dans les priorités de l'armée, de la région militaire est et de la flotte du Pacifique. Elle y renforce ses défenses antiaériennes et multiplie les exercices militaires au niveau national, tels les exercices *Vostok* (Est) - dont certaines éditions ont donné lieu à des déploiements de forces particulièrement importants et à des scénarios d'emploi de l'arme nucléaire, réservés jusqu'à un passé récent à son flanc ouest -, mais également avec des partenaires étrangers, tels ceux menés en commun depuis 2003 avec les forces navales indiennes ou, chaque année depuis 2002, avec la marine chinoise. Elle envisage(ait) aussi d'affecter à la flotte du Pacifique un ou deux des bâtiments de projection et de commandement Mistral acquis auprès de la France (3). Un plan de réarmement des Kouriles est en cours, malgré le non-règlement du contentieux territorial avec le Japon (4).

Evidemment, cette démarche vers l'Asie prend aussi en compte, depuis ses origines, la détérioration a priori structurelle des rapports politiques et stratégiques avec les pays occidentaux, dont la crise en Ukraine n'est que le symptôme extrême. Ce paramètre n'est pas le facteur unique, ni même principal, de la volonté de Moscou de renforcer le «vecteur asiatique» de sa politique extérieure. En confirmant plus que clairement la forte incompatibilité de vues entre la Russie et le monde occidental sur la nature de l'ordre international issu de la guerre froide, et en ancrant probablement les incompréhensions dans un terme long, cette crise va certainement accentuer la réorientation partielle de la Russie en direction de l'Asie. La tendance est intéressante, car la diplomatie russe est historiquement et résolument occidental-centrée, comme le rappelaient, avant la crise ukrainienne, les politologues russes Timofei V. Bordatchev et Igor Makarov : la Russie « *se voit comme une puissance européenne dotée de grandes possessions en Asie - une philosophie géopolitique qui limite sa politique dans la région Asie-Pacifique (5)* ».

Il ne s'agit évidemment pas pour elle de «quitter» l'Europe. Les liens économiques et énergétiques constituent une réalité qui ne peut être occultée. Elle effectue plus de la moitié de ses échanges extérieurs avec l'Union européenne, dont elle couvre plus de 30 % de la consommation de gaz (et près de 65 % des importations gazières) (6). La majeure partie des investissements, en Russie et de la Russie, se réalise avec l'Union européenne ; les protestations des milieux d'affaires allemands ou français face aux sanctions imposées en 2014 en disent long sur l'importance des intérêts économiques croisés. Mais, sur le plan politique et stratégique, le bras de fer Russie-Occident, qui n'aura pas manqué de virulence, laissera des traces profondes et durables. Cette fois-ci, les conditions semblent donc réunies pour un décentrage de la politique étrangère russe par rapport au monde occidental. Cela devrait encourager le redéploiement d'énergies politiques et d'efforts diplomatiques vers d'autres régions.

En tout état de cause, dans le contexte des sanctions et de l'amenuisement attendu des opportunités de partenariat avec l'Occident dans les domaines industriel, technologique et financier du fait des coups portés à la confiance mutuelle, les responsables russes sont plus que jamais en quête d'alternatives, du moins de coopérations complémentaires en Asie.

Parviendront-ils à se faire une meilleure place dans la «grande Asie» ? En définitive, le poids politique et économique de la Russie y est limité et mécaniquement affaibli par les grandes failles du tissu économique et social de ses propres territoires asiatiques. La crise a en tout cas montré que plusieurs puissances d'Asie ne sont pas indifférentes à la signification des événements en Ukraine pour les équilibres internationaux. Quand les responsables russes avancent qu'ils ne sont pas isolés sur la scène mondiale, contrairement à ce qu'affirment les pays occidentaux, ils savent qu'ailleurs leur lecture des ressorts de la crise ukrainienne et de la part de responsabilité des Etats-Unis et de l'Union européenne dans l'escalade n'est pas taboue, voire bénéficie d'une attention certaine. Les Russes sont aussi conscients que beaucoup d'Etats, y compris asiatiques, réfléchissent aux implications de la politique de sanctions conduite par les pays occidentaux, estimant pouvoir s'y trouver un jour confrontés à leur tour, et étudiant la manière de se protéger dans une économie mondiale interconnectée.

Ainsi, différents événements internationaux récents, bien que de portée assez symbolique à ce stade, ne sont certainement pas anodins. Lors du sommet de la Conférence sur l'interaction et les mesures de confiance en Asie (Conference on Interaction and Confidence Building Measures in Asia, CICA [7]), en mai 2014 à Shanghaï, auquel assistait le président russe Vladimir Poutine, son homologue chinois Xi Jinping fit une proposition sur l'établissement d'une architecture de coopération de sécurité asiatique.

Quelques semaines plus tard, en juillet, à Fortaleza (Brésil), la Russie, avec ses partenaires brésilien, indien, chinois et sud-africain, entérinait la mise sur pied d'une banque de développement et d'un fonds de réserve des Brics ; en arrière-plan, on a beaucoup parlé, dans ces pays, du besoin de «dédollariser» l'économie mondiale. Enfin, le sommet de l'OCS qui s'est tenu en août a, pour la première fois, ouvert des perspectives sérieuses quant à l'élargissement de cette organisation (8), et l'agenda est en partie consacré au rejet des «révolutions de couleur» soutenues de l'extérieur... La Russie n'est donc pas seule à être animée par la perception que l'ordre international actuel est excessivement favorable aux puissances occidentales (*lire l'article de Martine Bulard page 48*).

Un haut diplomate chinois, soulignant l'hostilité de son pays aux déclarations d'indépendance de minorités nationales par référendum, a estimé, dans le même discours, que celui qui s'est tenu en Crimée en mars 2014 présentait « *des caractéristiques très spéciales* », semblant ainsi le valider indirectement (9). Compte tenu de la sensibilité des dirigeants chinois aux enjeux d'intégrité territoriale, cette position est notable. En effet, on connaît les ambiguïtés du partenariat entre les deux pays en Asie centrale - en raison de l'influence économique et financière croissante de la Chine, qui inquiète la Russie, mais aussi dans leurs rapports respectifs avec les Etats-Unis - et leur méfiance réciproque quant aux intentions militaires et stratégiques de l'autre. Au vu de cette situation, on pouvait supposer que le seul facteur susceptible de faire sauter les verrous de leur relation stratégique complexe résiderait dans une perception commune d'un risque accru d'ingérence occidentale dans leurs affaires intérieures ou dans leur voisinage immédiat. Au vu des dernières évolutions, il semblerait que l'on n'en soit pas loin...

La nouvelle donne créée par la situation en Ukraine a clairement accéléré, en 2014, leur rapprochement, que Moscou avait pourtant toujours voulu prudent. La relation est très déséquilibrée en faveur de la Chine, dans de nombreux domaines, et le Kremlin cherche à se ménager des marges de manoeuvre pour ne pas laisser le fossé se creuser. En mai 2014, les deux pays ont signé un accord gazier d'envergure portant sur la construction d'un gazoduc de quatre mille kilomètres, pour un montant d'environ 400 milliards de dollars. La négociation achoppait depuis 2006 sur la question des prix, qui semble avoir été tranchée dans un sens favorable à Pékin. Au même moment, différents accords de coopération financière et industrielle ont été signés. Les deux pays pourraient produire conjointement un avion commercial et un hélicoptère lourd. Alors que ces derniers temps le gouvernement russe se montrait plus frileux que dans les années 1991-2005 sur la coopération d'armement avec Pékin, il envisagerait sérieusement la vente à l'armée chinoise de chasseurs Su-35 et de systèmes de défense antiaérienne S-400, malgré les oppositions internes (10). Les Russes, qui escomptent des investissements chinois beaucoup plus importants qu'actuellement dans des secteurs variés de l'économie (industrie, technologies, tourisme, infrastructures...), se disent prêts à acquérir en quantité des composants chinois pour l'aéronautique et la défense, en vue de pallier les effets des sanctions occidentales. Alors que le rouble s'effondrait fin 2014, la Chine a apporté son soutien à la Russie.

Or, parmi les facteurs de la bascule russe vers l'Asie figurait, de façon implicite, le souci de Moscou de relativiser le poids de sa relation avec la République populaire de Chine (RPC) - un paradoxe, dans la mesure où, précisément, cette prédominance (11) complique l'effort de rééquilibrage de la politique extérieure russe vers l'Asie. Il fut un temps où des voix recommandaient au Kremlin de s'appuyer sur un partenariat stratégique avec les Etats-Unis ou avec l'Europe pour faire face à la montée en puissance chinoise, qui en préoccupe plus d'un en Russie.

Cette quête d'équilibre s'est manifestée dans certains choix de coopération d'armement, en particulier avec l'Inde (à laquelle la Russie a vendu des armes d'un niveau technologique

plus élevé qu'à la Chine, et avec laquelle elle a noué des coopérations industrielles d'armement sans équivalent avec la RPC) et le Vietnam (avec lequel Moscou développe également des coopérations dans le domaine énergétique), suscitant dans les deux cas la gêne plus ou moins dissimulée de Pékin. Le resserrement des liens avec le Japon apparaissait aussi comme un objectif clé de la Russie, qui en espérait beaucoup, en termes à la fois de diversification de ses relations économiques asiatiques (en particulier dans son extrême Orient) et de transferts de technologies.

De ce point de vue, la crise en Ukraine pourrait contraindre les options de Moscou. L'Inde s'est montrée compréhensive quant à la position russe sur le sujet, et demeurera probablement un facteur d'équilibre dans la délicate «équation chinoise» de Moscou. Mais certains des partenaires sur lesquels la Russie comptait risquent de ne pas être au rendez-vous. Les Etats-Unis se sont montrés très actifs pour obtenir des pays asiatiques qu'ils suivent le mouvement des sanctions. Ainsi, le Japon, où l'annexion de la Crimée attise la crispation déjà forte sur la question des Kouriles, a pris des sanctions contre la Russie et reporté à une date indéterminée la visite de M. Poutine à Tokyo qui était prévue pour l'automne 2014. La Corée du Sud n'a pas suivi sur les sanctions, mais il est probable que, dans le contexte sécuritaire qui est le sien, elle renoncera à des coopérations dans certains domaines si les Etats-Unis le demandent. Que les sanctions soient levées ou non, l'acrimonie stratégique entre Moscou et Washington sera durable.

La Russie n'est pas identifiée dans la «grande Asie» comme un acteur décisif. Cela tient entre autres à l'orientation de sa diplomatie historiquement centrée sur l'Occident et à son incapacité chronique à enrayer les dynamiques socio-économiques et démographiques négatives dans ses propres territoires orientaux. L'absence d'infrastructures suffisantes pour la relier efficacement aux économies asiatiques s'ajoute à ces écueils. Le fait que ses relations économiques ne sont guère équilibrées (elle exporte en Asie essentiellement des matières premières) ne redore pas son blason. Elle ne s'implique que peu dans les problématiques politiques et sécuritaires de la région. Politiquement, son image est brouillée par ses liens étroits avec la Chine, que beaucoup de pays de la région considèrent comme un problème stratégique.

Mais, pour éviter de se retrouver captive d'un lien trop étouffant et déséquilibré avec Pékin, et alors que ses «options occidentales» se sont singulièrement érodées dans le nouveau paysage international issu de la crise ukrainienne, Moscou va probablement redoubler d'efforts en direction d'autres puissances asiatiques, dans un jeu d'équilibre qui s'annonce complexe. Cela aussi devrait aller dans le sens du redéploiement, souvent annoncé, jamais réalisé, de ses énergies diplomatiques vers l'Asie.

### **Illustration(s) :**

Hiroshi Watanabe. - Tête d'un personnage anonyme, issue du théâtre traditionnel de marionnettes «Ena Bunraku», Japon, 2005.

Hiroshi Watanabe. - Personnage «Baba» sans tête, issu du théâtre traditionnel de marionnettes Ena Bunraku, Japon, 2005.

### **Note(s) :**

\* Chercheure à la Fondation pour la Recherche stratégique, maître de conférences à l'Ecole polytechnique.

(1) Agence France Presse, 2 avril 2013.

- (2) Artyom Lukin, «Russia's APEC Moment», *East Asia Forum* , 1er septembre 2012.
- (3) Le transfert du premier bâtiment est aujourd'hui suspendu pour une durée indéterminée.
- (4) Tokyo réclame la partie sud des îles.
- (5) Timofei V. Bordatchev et Igor Makarov, «La politique asiatique de la Russie : un impératif d'équilibre», *Regards de l'Observatoire franco-russe* , Le Cherche-Midi, Paris, 2013.
- (6) «Gazprom supplying gas to Europe in line with contractual obligations », *Europétrole*, 19 septembre 2014, <http://www.euro-petrole.com>
- (7) Créée en 1992, la CICA comprend vingt-quatre pays membres (parmi lesquels la Chine, l'Inde l'Iran, l'Irak, Israël, le Pakistan, la Russie...) et treize observateurs (dont les Etats-Unis et le Japon).
- (8) L'Inde, Le Pakistan et l'Iran, aujourd'hui observateurs, pourraient devenir membres à part entière (NDLR).
- (9) «China against Declaration of Independence at Referendums», TASS, Moscou, 21 novembre 2014.
- (10) «Moskva i Pekin dadout otpor tsvetnym revolioutsiiam» [Moscou et Pékin résisteront aux révolutions de couleur], *Nezavisimaïa Gazeta* , Moscou, 20 novembre 2014.
- (11) Il s'agit d'un héritage des années 1990. La diplomatie russe, alors en mal de ressources, s'était concentrée sur les relations avec l'Occident, le voisinage ex-soviétique et, en Asie, avait privilégié l'établissement de relations pacifiées avec Pékin.